



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 27/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIC RECYCLING

ZA DU MONAY
71210 Saint-Eusèbe

Références : CP/CS/2025_C/128
Code AIOT : 0005401228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement PLASTIC RECYCLING implanté 2 ALLEE RENE MONNERET ZONE D'ACTIVITES DE MONAY 71210 Saint-Eusèbe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'établissement par l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC RECYCLING
- 2 ALLEE RENE MONNERET ZONE D'ACTIVITES DE MONAY 71210 Saint-Eusèbe
- Code AIOT : 0005401228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement PLASTIC RECYCLING est spécialisé dans la production de plastique recyclé à partir de matières plastiques déchiquetées ou broyées.

Les entrants sont broyés, formulés puis extrudés, homogénéisés ; il en ressort des granulés de Polypropylène et de Polyéthylène proposés sous plusieurs formes, qui peuvent être livrés en big bag, octabin ou camion citerne...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
4	Ressource en eau - DECI	AP Complémentaire du 24/01/2018, article 8.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Confinement eaux incendie	AP Complémentaire du 24/01/2018, article 8.5.1 - V	Demande d'action corrective	6 mois
6	Stockage extérieur des matières plastiques	AP Complémentaire du 24/01/2018, article 1.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Bordereau de suivi de déchets - entretien séparateur à hydrocarbures	Code de l'environnement du 27/06/2025, article R541-45	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
3	Système de détection et d'extinction	AP Complémentaire du 24/01/2018, article 8.4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever plusieurs non-conformités, notamment :

- la ressource en eau disponible pour lutter contre l'incendie n'atteint pas le volume requis,
- la capacité de confinement des eaux d'incendie est inférieure au volume requis,
- l'organisation de la zone de stockage des « matières premières déchetées » a évolué et ne correspond plus à celle prise en compte dans l'étude des dangers du site.

A noter que l'organisation des stockages des déchets plastiques, et indirectement celle des matières plastiques combustible, est susceptible d'évoluer pour prendre en compte les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2791 (traitement de déchets non dangereux) [...] applicable au 01/01/2026. Une étude d'ingénierie d'incendie, et/ou une étude de flux thermiques devra démontrer que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible d'avoir d'effets dominos sur les zones voisines ou les bâtiments voisins.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maitrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des sinistres.
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 ^{er} juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
Constats : L'exploitant a organisé un exercice « incendie » le 09 septembre 2024. Il a consisté à tester l'évacuation du personnel en cas d'alarme incendie. L'inspection considère que cet exercice ne répond pas à la prescription dans la mesure où il n'y a pas eu d'information sur les risques des installations ni de mise en œuvre des moyens d'intervention. Il est constaté une non-conformité. L'exploitant a indiqué qu'il envisageait l'organisation d'un exercice avec les pompiers. La date et le scénario restait à définir.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirmera avoir organisé un exercice de défense contre l'incendie tel que prévu par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p> <p>Il en adressera le compte-rendu à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2791 relative aux installations de traitement de déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant dispose d'un outil de gestion des stocks consultable sur site et à distance.</p> <p>Le jour de la visite, 1 700 tonnes de matières premières et 800 tonnes de produits finis de matières plastiques étaient présents sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Système de détection et d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2018, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs [...] d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'installation d'extinction automatique (sprinkler) fait l'objet de vérifications internes semestrielles.</p> <p>L'exploitant a fourni la liste des points de contrôle, les dates et les résultats des vérifications depuis 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Ressource en eau - DECI

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2018, article 8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par un débit de 330 m³/h, par la présence de point d'eau tel que : <ul style="list-style-type: none"> ◦ soit des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm ou 150 mm (NFS 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h pour les 100 mm et 120 m³/h pour les 150 mm sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150m. ◦ soit, un tiers du débit par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm ou 150 mm (NFS 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h pour les 100 mm et 120 m³/h pour les 150 mm sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m, complété par une réserve d'eau de 440 m³. ◦ soit, une réserve d'eau de 660 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m. Cette réserve assurant les volumes requis, qu'elle soit artificielle ou naturelle, devra être utilisable par tout temps en toutes saisons, son efficacité ne devra pas être réduite ou annihilée par les conditions météorologiques. Son implantation devra se trouver en dehors des périmètres de flux thermiques, afin d'assurer la sécurité du personnel. Elle devra répondre aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - l'accès à l'aire d'aspiration doit être adapté aux engins d'incendie et suffisamment dimensionné. - l'aire d'aspiration d'une surface de 32 m² (4m x 8m) devra présenter une résistance permettant la mise en station d'un engin pompe (environ 16 tonnes). Cette aire sera dotée d'une pente de 2 % afin d'évacuer les eaux de ruissellement. Elle sera équipée d'un dispositif fixe de calage des

véhicules.
- un dispositif fixe d'aspiration permettant le raccordement à la pompe de l'engin en aspiration, pourra compléter ce dispositif.

Constats :

L'établissement disposait initialement de 4 poteaux incendie internes situés dans l'enceinte de l'établissement : 3 de 150 mm et 1 de 100 mm.

L'un des poteaux de 150 mm situé dans une zone d'évolution des poids lourds a été rendu hors service.

L'exploitant fait vérifier annuellement ces poteaux.

Le dernier contrôle réalisé en octobre 2024 indique que

- les débits des poteaux de 150 mm sont de 83 et 96 m³/h à 1 bar, inférieurs à 120 m³/h,
- les débits des 2 poteaux de 150 mm en fonctionnement simultané sont de 53 et 64 m³/h à 1 bar,
- le débit du poteau de 100 mm est de 98 m³/h à 1 bar.

L'organisme vérificateur conclue à la non-conformité des 2 poteaux de 150 mm qui ne délivrent pas le débit attendu.

Par ailleurs, le débit total fourni serait au mieux de 215 m³/h contre les 330 m³/h prescrits.

Des poteaux incendie publics sont présents dans la zone d'activité mais situés à plus de 100 mètres des intérêts à protéger.

Il est relevé une non-conformité concernant la ressource en eaux de la défense incendie.

L'exploitant a indiqué étudier des solutions pour pouvoir disposer du volume d'eau incendie requis (réserve...)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prendra les mesures nécessaires pour assurer la défense contre l'incendie par un débit de 330 m³/h pendant 2 heures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Confinement eaux incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2018, article 8.5.1 - V

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux incendies

Prescription contrôlée :

<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le calcul de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinctions selon la règle D9A.</p> <p>Dans ce calcul, l'exploitant a pris en compte un volume d'eau incendie à confiner de 440 m³ alors qu'il est de 660 m³ (voir point de contrôle ci-dessus).</p> <p>La calcul est erroné. Il sous-estime le volume total d'eau à confiner qui est de 860 m³ (eau incendie + eaux pluviales) et non 440 m³ (calcul exploitant).</p> <p>L'exploitant ne dispose pas du volume nécessaire au confinement des eaux incendie.</p> <p>Par ailleurs, la vanne d'obturation en place sur réseau des eaux pluviales (confinement externe dans les réseaux et la voirie) est manuelle et non automatique.</p> <p>Il est relevé deux non-conformités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place les mesures nécessaires pour disposer d'un volume de confinement des eaux incendies suffisant (660 m3) sous 6 mois. Il informera l'inspection des installations classées de la progression des études, devis et travaux nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Stockage extérieur des matières plastiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2018, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant

Constats :

Il a été constaté que l'organisation des stockages de la zone "vrac" et "produits déchetés", située à l'ouest du site, différait de celle décrite dans l'étude des dangers :

- des produits finis conditionnés en big-bag y sont stockés en quantité,
- les alvéoles 12 à 17 ont été déplacées,
- un volume notable de palettes en bois est stocké à l'arrière des alvéoles 2 à 11.

Les données d'entrée de l'étude des dangers pour le scénario incendie de ce secteur n'étant plus les mêmes, les conclusions ne sont plus valables.

Les installations devant être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques des différents dossiers déposés par l'exploitant, il est relevé une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra disposer, aménager et exploiter ses stockages extérieurs de produits et déchets conformément aux plans et données techniques des différents dossiers qu'il a déposés.

L'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2791 (traitement de déchets non dangereux) [...], prévoit dans son article 9 des dispositions relatives à l'organisation des stockages des déchets combustibles, applicable au 01/01/2026.

L'attention de l'exploitant est attirée sur la possibilité qu'a le préfet d'adapter ces prescriptions par arrêté préfectoral pour les installations existantes, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités :

- une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur : - à 8 kW/m², lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ; - à 5 kW/m², dans les autres cas.

Les conditions de stockage pourront éventuellement être réexaminées dans ce cadre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Bordereau de suivi de déchets - entretien séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/06/2025, article R541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets issus de l'entretien de séparateurs eau/hydrocarbures sont des déchets dangereux (code 13 05 XX*).</p> <p>Lors de l'inspection, il est apparu que l'exploitant n'émettait pas systématiquement de bordereau du suivi de déchets lorsqu'il faisait nettoyer ses séparateurs. Il a ainsi produit des bons d'enlèvement émis par la société de nettoyage et d'assainissement. Il a précisé que ces déchets collectés étaient traités dans une station d'épuration de la région lyonnaise.</p> <p>Il s'agit d'une non-conformité.</p> <p>L'exploitant a indiqué oralement qu'il allait changer de prestataire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection les documents justifiant de l'élimination des produits issus de l'entretien de ses séparateurs à hydrocarbures selon une filière autorisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois